

---

---

## *Rente pétrolière : quelques problèmes théoriques\**

---

**S**ous l'influence de doctrines accumulationnistes-marxistes<sup>1</sup> ou de type néo-classiques<sup>2</sup> pur — les économistes n'étaient guère préparés à voir dans la rente pétrolière autre chose qu'une manne tombée du ciel<sup>3</sup> — un raccourci financier au développement : n'évoquait-on pas, dans les décennies d'après-guerre, les performances inégalées du Japon en matière de taux d'investissement rapporté au P.N.B. qui dans certains cas dépassèrent les 50 % ? Ne parle-t-on pas par ailleurs des innombrables modèles de croissance des organismes multinationaux ou nationaux ou des économètres basés sur le fameux « écart de financement » (capital) dont le modèle Chevenry n'est qu'un exemple ? L'environnement poussait par ailleurs à l'illusion rentière avec l'enjeu considérable que représentent dès 1973 les énormes capitaux soudainement appropriés par les producteurs de pétrole pour tous les vendeurs — sérieux et moins sérieux — venus de la planète. Début 1973, nul ne doutait — à quelques rares exceptions près — que les pays exportateurs de pétrole du Sud allaient gravir quatre à quatre les marches triomphales de l'escalier du développement. Ne s'interrogeait-on pas sur les dangers mortels connus par l'Occident avec la main-mise arabe sur

---

\*Abdelkader Sid Ahmed, ORSTOM, Paris.

les grandes firmes du Nord (Fiat, Krupp, Mercedes-Benz<sup>4</sup>... ?). Dans une situation désespérée, chacun d'évaluer le laps de temps nécessaire aux Arabes pour prendre le contrôle total des industries occidentales de pointe et gagner par ce biais les batailles perdues ailleurs. Intoxiqués, les responsables nationaux eux-mêmes — tel le shah appelant les Européens à travailler plus et proclamant que l'Iran serait début 1980 la cinquième puissance du Monde<sup>5</sup>. Rappeler ces faits aujourd'hui — alors que les signes de débâcle se multiplient — peut prêter à sourire et paraître un tant soit peu provocateur ; il n'en est rien, compte tenu de l'énorme mystification que fut l'illusion rentière et des conséquences dramatiques qui n'ont pas fini d'apparaître. Au-delà de l'illusion monétaire ce qui est en cause c'est le formidable écart existant<sup>6</sup> entre l'approche théorique des phénomènes de rente et les réalités, et l'inadéquation du discours théorique (paradigme) à la logique de fonctionnement des économies de rente : pétrolières ou non. Plaquer un discours développementaliste ou de type développement inégal sans prendre en compte les effets pervers de la rente et la nature des structures socio-politiques qu'elle aide à promouvoir, c'est se condamner à la stérilité<sup>7</sup>. Un exemple illustre notre propos : à l'heure où le service de la dette et le F.M.I. sont présentés comme le problème numéro un du Tiers-Monde, on oublie de signaler que les pays de l'OPEP ont reçu plus de 25 000 milliards de \$ depuis 1973 et que la prise en compte des théories de l'échange inégal ferait de ces pays les plus riches de la terre, car il est incontestable que les réajustements des prix du pétrole depuis 1973 ont représenté un transfert de valeur légitime, certes, mais réel du Nord vers le Sud? Cette intervention sera axée sur les problèmes théoriques posés par la rente et sur les stratégies ouvertes, compte tenu de l'évolution des économies pétrolières depuis 1973.

L'analyse d'un certain nombre d'expériences historiques et plus concrètement des rapports entre un secteur externe exportateur et le reste de l'économie en cours du processus de développement montre qu'il existe une macro-économie spécifique des économies de rente et notamment des économies pétrolières<sup>8</sup>. Cette macro-économie spécifique découle de l'existence de traits particuliers propres à ce type d'économie.

Pour ce qui concerne l'économie pétrolière, ces traits sont les suivants<sup>9</sup> :

- caractère épuisable des ressources exportables,
- difficultés d'absorption locale de la rente,
- tendance à la surévaluation du taux de change et par suite à la contraction du secteur productif local,
- gonflement de la part des services dans l'économie, et vulnérabilité externe sans précédent,
- renforcement du rôle de l'Etat,
- rôle primordial de la consommation.

Le premier point constitue une spécificité des économies *minières* ; la rente agricole étant en principe *renouvelable*. Cela impose à l'économie minière un développement rigide des capacités productives au-delà de l'épuisement des ressources exportées. Cette contrainte est d'autant plus forte que l'horizon de vie des réserves est limité. Le défi majeur dans ce cas c'est la transformation rapide d'un avoir financier en actif productif qui se substitue progressivement à un capital — chaque fois plus réduit — exporté. La spécificité concerne là aussi les choix nécessaires entre prix et production dans la lignée du principe dit d'Hotelling<sup>10</sup> et des apports théoriques ultérieurs<sup>11</sup>.

Le second point concerne les problèmes d'absorption locale de la rente — et bien entendu ceux liés à son absorption externe pour les petites économies —. La rente est ici prise au sens donné par Mahdavy qui définit l'Etat rentier « comme le pays recevant sur une base régulière des montants substantiels de rente externe. Les rentes externes sont des redevances payées par des étrangers, des entreprises ou des gouvernements à des individus, entreprises ou gouvernements d'un pays hôte<sup>12</sup> ».

Quant à la capacité d'absorption, elle « peut être définie » comme le volume d'investissement ou encore le taux d'investissement domestique brut exprimé en pourcentage du PNB réalisable à un taux acceptable de profit. L'offre de facteurs coopérants étant donnée<sup>13</sup>, traditionnellement, les contraintes d'absorption sont classées en quatre catégories<sup>12</sup> : celles liées à la taille du marché et à la demande, les obstacles liés aux carences infrastructurelles et à la rareté d'inputs complémentaires<sup>14</sup>, celles liées à la maîtrise et à la mise en oeuvre des programmes<sup>15</sup>, celles liées enfin aux restrictions socio-culturelles, institutionnelles et politiques<sup>14</sup>. Or, les économies pétrolières butent en outre sur le facteur *temps* :

concevoir, programmer, réaliser et conduire à maturité des projets exigent du temps. Aucune masse monétaire, si importante soit-elle, ne peut transformer le développement en processus intertemporel ; s'il est clair que tout développement est financé au départ de l'extérieur, ce qui est en cause ici c'est le rapport existant entre la période de temps nécessaire pour mettre en oeuvre une série de projets viables et la *longévité* de la ressource *naturelle* censée financer ces projets<sup>15</sup>.

Le non-respect des contraintes liées à l'absorption locale conduit à l'inflation accélérée — compte tenu des tensions qui s'exercent sur les ressources rares — à des distorsions dans l'échelle des rémunérations, à l'aggravation des disparités économiques et sociales, et à la réduction de l'efficacité du processus de croissance<sup>16</sup>.

Le troisième point a trait à l'impact sur les prix relatifs internes des pressions en vue de la réévaluation du taux de change de la devise nationale provoquée par l'afflux de capitaux. Les deux effets Corden : « effet de dépense » et « effet de mouvement de ressources » se combinent pour stimuler l'expansion du secteur des biens non commercialisés par rapport au secteur des biens commercialisés (industrie et agriculture<sup>17</sup>). Le résultat est la concentration du secteur manufacturier et du secteur agricole au profit du secteur des services. A cet égard la logique d'une économie rentière pure est sa transformation généralisée en économie de service. D'où les termes utilisés de dé-industrialisation<sup>18</sup> et de dé-agriculturation<sup>19</sup> évoqués pour ce phénomène, qualifié également par ailleurs de « Dutch disease <sup>20</sup> ».

L'avant dernier point concerne le rôle de l'Etat. Toutes les économies rentières ne débouchent pas sur son renforcement : développement de la rente caféière au Brésil, de la rente immigration au Yémen nord ou, de la rente cacaoyère en Côte d'Ivoire. Mais en règle générale, dès que l'Etat s'approprie les produits du sous-sol, l'exploitation minière en fait le collecteur unique — ou de concert avec les compagnies étrangères — des recettes qui en découlent. La seule exception étant constituée par les Etats-Unis. Là encore l'expérience montre que le gonflement de la rente s'accompagne d'un renforcement important des pouvoirs de l'Etat et de son rôle, tenu en outre pour stratégique dans la transition vers l'après pétrole. Ceci signifie que des préférences étatiques

jouent un rôle crucial dans les stratégies de développement retenues et l'affectation du produit de la rente<sup>21</sup>.

Quant à la consommation, on ne répètera jamais assez, que les économies rentières sont avant tout des économies de consommation, leur caractéristique structurelle majeure étant le contraste entre la « sophistication » de la demande et le caractère rudimentaire de l'appareil productif que les effets pervers de la rente minent, en outre. Un parallèle intéressant peut-être établi avec les développements auxquels se livre A. Smith dans la *Richesse des Nations* à propos de « travail productif et travail improductif ». Ceci implique que les économies rentières, loin de fonctionner selon une logique accumulation-production, fonctionnent selon une logique purement redistributive à tous les échelons du produit de rente — rien ne sert dans ces conditions de renforcer le « taux d'accumulation » — le résultat aboutit à l'effet contraire : aggraver le caractère redistributif de l'économie de rente, et les autres effets pervers : exode rural, dédain des activités productives au profit des gains rapides de spéculation et l'inflation<sup>22</sup>.

Dans son article — aujourd'hui classique — sur les mécanismes de l'économie pétrolière, D. Seers soulignait l'instabilité extrême de l'économie pétrolière prenant exemple sur la crise vénézuélienne de 1958. Cette instabilité est en effet grande en raison de la nature rentière de l'économie ; si la marge de manœuvre des Etats rentiers est importante — en phase ascendante du cycle — comparée à celle des autres pays en développement, il est clair également que leur pouvoir est, par la même occasion, hautement vulnérable à toute réduction sinon à tout arrêt de la rente. Cette vulnérabilité est renforcée dans les économies pétrolières du Tiers-Monde par l'effet négatif exercé par la rente sur le secteur productif qui ajourne tout progrès vers l'après pétrole. Dès la fin des années 70, le faible effet de germination de développement du secteur des hydrocarbures était observé par Metwally et Tamaschke dans leur étude économétrique sur le rapport entre les exploitations pétrolières et la croissance au Moyen-Orient<sup>23</sup>. Or, l'analyse de certaines expériences historiques du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle souligne la complexité de la relation entre la croissance des exportations et le développement<sup>24</sup>. La propagation des effets de croissance du secteur externe dans le reste de l'économie dépend d'un complexe

très vaste de facteurs où se mêlent le politique, la culture, l'histoire et l'économie. Le rôle des facteurs socio-culturels<sup>25</sup> et politiques<sup>26</sup> ne saurait être sous-estimé. Au plan économique, la nature de la fonction de production technique du produit primaire est cependant essentielle comme l'école de la « Staple Theory<sup>27</sup> » l'a montré dans la détermination des effets induits du secteur exportateur sur le reste de l'économie. En effet, le type de technologie mise en œuvre dans le secteur externe accentue ou réduit selon le cas « l'openness » (le degré d'ouverture) de l'économie d'enclave<sup>28</sup>. Or le secteur des hydrocarbures représente le prototype même de l'extrême ouverture de l'enclave en raison du caractère pointu des techniques mises en œuvre. L'expérience de l'industrie des hydrocarbures montre qu'un secteur considéré dans un pays industrialisé comme moteur peut se révéler stérile en matière d'effets induits une fois transplanté dans une économie du sud au mépris de son pedigree technologique. Ainsi les secteurs réputés moteurs sur la base de leurs effets induits historiquement objectifs, peuvent perdre ce rôle si les effets induits escomptés sont neutralisés par l'extrême ouverture du secteur d'enclave et le caractère inadéquat de l'environnement politique. Dans cette situation les « nouveaux secteurs industriels » deviennent des versions modernes du type d'enclave pur de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans le cas de la pétrochimie, la volonté légitime de capturer les effets induits de la croissance débouche le plus souvent sur l'essaimage pur et simple des divers segments de production des Grands de la chimie et du pétrole dans divers pays à l'échelle mondiale. Des situations de croissance « appauvrissante » ou « emmiserizing growth » peuvent ainsi résulter de l'industrialisation des hydrocarbures<sup>29</sup>.

Devant un tel bilan une question vient à l'esprit. Que faire ? La réponse brutale coule d'elle même : combler les puits ou, tout du moins, ramener la production à un niveau tel que son impact reste marginal sur l'activité domestique. Cette solution, par certains côtés séduisante, est dans la majeure partie des cas inapplicable, ne serait-ce qu'en raison des pressions qu'exercent les populations pour l'amélioration immédiate de leur niveau de vie et de l'horizon nécessairement court de l'homme politique. Il est en outre légitime que les ressources disponibles du pays bénéficient à une population nécessairement pauvre dans les cas ici considérés.

Une autre question est la suivante : si le « Dutch disease » est réellement une maladie (un « disease »), pour quelle(s) raison(s) — tout changement dans les termes de l'échange favorisant nécessairement certains secteurs par rapport à d'autres — le secteur (ou les secteurs) défavorisés devraient-ils être favorisés dans l'hypothèse d'actions sélectives visant à contrecarrer l'impact négatif de la rente sur le secteur productif<sup>30</sup>. Cette action peut s'avérer nécessaire si l'industrie d'exportation considérée est de nature cyclique ; le boom étant de courte durée par définition, il peut s'avérer nécessaire de protéger le reste de l'économie de l'impact des variations des prix relatifs et des mouvements de ressources. La diversification et la capture des effets de liaison du secteur externe sont stimulées par l'existence de prix stabilisés à accroissement régulier à long terme. Dans le cas de l'industrie pétrolière, cette action stabilisatrice est rendue encore plus nécessaire par la nature hautement capitalistique de cette dernière qui limite la création d'emploi et la volonté des pouvoirs publics de protéger les secteurs défavorisés employant un grand nombre de personnes à salaires relativement bas (petites exploitations agricoles et industrie manufacturière à facteur main-d'œuvre intensif).

Cependant, les secteurs des biens non commercialisés (services notamment) risquent d'être étranglés à leur tour, ce qui compromet le niveau de l'emploi dans ces secteurs. Ainsi donc, les coûts de protection de l'emploi dans l'industrie manufacturière et dans l'agriculture plutôt que dans les services peuvent se révéler supérieurs à ses avantages<sup>31</sup>.

Une autre antidote du « Dutch disease » est constituée par la stérilisation des revenus pétroliers via l'accumulation de réserves à l'étranger, ce qui évite leur monétarisation dans l'économie domestique. C'est ce que Corden appelle la « protection du taux de change » ; car elle empêche ou réduit l'appréciation réelle de la devise nationale résultant de l'effet dépense<sup>32</sup>. Le secteur productif n'est plus désavantagé par l'appréciation réelle, mais la croissance potentielle du secteur des biens non commercialisés (services) est sacrifiée. Les problèmes de capacité d'absorption sont ainsi réduits par la stérilisation externe des recettes. Le problème de cette stratégie est qu'elle se heurte comme celle de la non-exploitation, aux demandes de relèvement immédiat du niveau de vie des populations.

D'autres politiques ont été également proposées : instauration d'un système de taux de change dual<sup>33</sup> ; taxation du secteur exportateur et subvention des secteurs défavorisés, politiques tarifaires sélectives. Ces politiques se heurtent cependant à moyen et long terme à d'importantes difficultés techniques de mise en œuvre et aux effets pervers que ces systèmes engendrent<sup>34</sup>. Même problème pour ce qui a trait aux politiques visant à contenir les poussées salariales via une politique des revenus et dont la conséquence est la hausse de l'intensité capitaliste des secteurs formels<sup>35</sup>. La protection du secteur productif reste un impératif surtout si le progrès technique — résultant entre autres de l'apprentissage — est plus rapide dans le secteur des biens commercialisés, comme ceci est souvent le cas. Une réduction du taux de croissance de leur production peut en effet conduire à une baisse<sup>36</sup> de la productivité moyenne et donc du revenu national même si le boom d'exportation continue.

Dans les conditions que nous venons de décrire, et pour toute une série de raisons, l'appel à la main-d'œuvre étrangère apparaît comme une solution de pis-aller.

### Notes

(1) Voir par exemple : M. Dobb : « Some problems of industrialisation in agricultural countries » in M. Dobb : *Papers on capitalism, development and planning* : Routledge-Kegan, 1967, p. 71 à 88. Pour Dobb « l'essence du problème (du développement) est financier en ce sens que ce qui limite les possibilités d'une telle transition (état de sous-développement ou développement) c'est la disponibilité de ressources financières en vue d'investissements à grande échelle » (p. 72).

(2) Cette conception précédente se retrouve chez les économistes libéraux avec la théorie dite du *big push* de l'investissement de Rosenstein Rodan dont la rationalité réside dans les économies externes importantes que ce processus induit et dont J. Viner a souligné l'importance avec le commerce extérieur. Paul N. Rosenstein Rodan : « Problems of industrialization of eastern and south eastern Europe ». *Economic journal*. L III June-September 1943 et « Notes on the theory of the « big push » in Ellis and Howard (eds) *Economic development for latin america* Mc Millan ». Co Londres, 1961, p. 57-66.

(3) Il y eut tout de même des exceptions ; ainsi Cavincross, dès 1953, notait que « Le facteur le plus puissant du développement (...) n'est pas le taux d'intérêt ou l'abondance de capital ». Pour lui, le problème est plus un problème « d'organisation » que de création de capital : formation, attitudes nouvelles devant l'emploi industriel, valorisation efficace des innovations.



A.K. Cavincross : « The place of capital in economic progress » in L.H. Dupriez (ed.). *Economic progress*, Louvain, 1955.

(4) Ainsi si l'on croit le *Wall Street journal*, les revenus pétroliers d'une année permettraient à l'OPEP d'acquérir General Motor, Exxon, Ford, Chrysler, General Electric et Texaco. Au terme de six ans et demi, les 500 entreprises de *Fortune* devaient avoir changé de mains : « Company executives Shore up defenses against Take-overs » *Wall Street journal*, 21 octobre 1974, p. 1. Liste des Sociétés de fortune de mai, 1974, p. 230 à 257.

(5) Ne lisait-on pas en introduction au Plan quinquennal 1973-1978, que ce dernier conduirait dans les meilleurs délais les Iraniens à l'ère de la *Grande Civilisation*. Le Shah précisait même, un an avant, que l'on arriverait « à ses portes » en douze ans et que dans certains domaines l'Iran s'y trouvait déjà. Plan and Budget Organisation (PBO). *Iran's fifth development. Plan 1973-1978*, mai 1975, et *Kayhan international* : 4 août 1974.

(6) Ecart que nous avons souligné dès la fin des années 70. Abdelkader Sid Ahmed, *L'OPEP passé, présent et perspectives* : *Eléments pour une économie politique des économies rentières*. Economica O.P. 4, 1980.

(7) Pour plus de détails sur cet important aspect, nous renvoyons à notre contribution au colloque ORSTOM de février 1987 à Paris. *Vers une théorie de l'industrialisation à partir de l'exportation et de la transformation des ressources naturelles de la staple theory à la rente pétrolière*, 88 p. Et à celle également importante de Chatelus et Schmeil. M. Chatelus et Schmeil : « Toward a new political economy of state industrialization on the middle east ». *International journal of middle east studies*, avril 1984.

(8) Sur l'existence d'une macro-économie des économies de rente voir notre communication ORSTOM (première partie). La macro-économie pétrolière a, selon nous, pour point de départ : l'article de D. Seers « The mechanism of an open economy ». *Social and economic studies*, vol. 13, n° 2, juin 1964, p. 233-241. Le terme même de macro-économie pétrolière est utilisé comme intitulé même d'une étude par Shalid Alam : *The basic macro-economics of oil economies* *The journal of development studies*, vol. 18, n° 2, janvier 1982 p. 204-217.

(9) Une présentation un peu différente est celle de J. Amuzegar : *Oil exporter's economic development in an interdependent World*. Banque Mondiale, avril 1983.

(10) Un principe fondamental de l'économie des ressources épuisables. Selon ce principe, la valeur d'un baril de pétrole (c'est-à-dire la valeur escomptée présente moins les coûts d'extraction) doit croître à un taux égal au taux d'intérêt des actifs concurrents.

H. Hotelling : « The economics of exhaustible resources ». *Journal of Political economy*, vol. 39, avril 1931, p. 137-175.

(11) Citons notamment les travaux réalisés par A. Sepahban sur la base de *General equilibrium trade model* de l'UNITAR et qu'élargit le problème posé par le principe d'Hotelling (principe de conservation) à celui de la formation rapide et diversifiée du capital domestique et de nouvelles sources de revenu substituables ou pétrole.

Amir Sepahban. « Pricing and production strategy for exhaustible resources » : options for optimum economic growth and development of oil exporting countries ». *Opec review* vol. VI, n° 2, été 1982, p. 100 à 132.

(12) Ainsi les recettes pétrolières des Etats peuvent être assimilées à des rentes externes.

H. Mahdavy : « Patterns and problems of economic development in rentier : states the case of Iran » in M. A. Cook (ed.) *Studies in the economic history of the middle east*. Oxford University, mars 1970, p. 428-468.

(13) John A. Adler : *Absorptive capacity : the concept and its determinants* Washington DC : The Brookings Institution, 1965.

(14) M. Kadhim et B. Poulson : « Absorptive capacity regional cooperation and industrialization in the Arab states of the Gulf ». *The journal of energy and development*, printemps 1976, vol. 2, p. 249-261.

(15) Taher el-Jehaimy : « A practical approach to measuring absorptive capacity in developing countries. With special reference to Libya *Economia internazionale*, vol. XXXII, n° 1, février 1979, p. 66-75 et « considérations sur le développement économique du monde arabe » in Bichara Khader (ed.) : *Monde Arabe et développement économique*. Le sycomore, 1981, p. 12.

(16) Pour plus de détails notre ouvrage : *Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers-Monde*, Paris 1982.

(17) W.M. Corden : « Booming sector and dutch disease economics : survey and consolidation ». *Oxford economic papers* 36 (1984), p. 339-380. L'origine de cette problématique est l'article de Gregory RG : « Some implications of the growth of the mineral sector ». *Australian journal of agricultural economics*, août 1976, p. 71-91.

(18) W. M. Corden : « Booming sector and deindustrialisation in a small open economy ». *Economic journal*, 92, décembre 1982, p. 825-848.

(19) Concept utilisé à notre connaissance pour la première fois par M. Roemer. *Primary exporting countries : problems of poverty and plenty*. Arne Ryde symposium, Université de Lund, 29-30 août 1983.

(20) Terme utilisé en raison de la réévaluation du florin hollandais et de la baisse en conséquence qui en résulta de la compétitivité des exportations de produits manufacturés des Pays-Bas à la suite de l'exploitation du gisement de gaz de Groningue dans les années 70.

Ellman M. « report from Holland : the economics of north sea hydrocarbons ». *Cambridge journal of economics*, 7 septembre 1977.

(21) Amuzegar a montré les conséquences qui découlaient de cette substitution de la rationalité macro-économique de l'Etat à celle micro-économique du secteur privé au niveau de la nature, de la composition du P.I.B. et sur les choix du développement. C. Amuzegar. *Op. cit.*, p. 11. Au plan politique, l'omniprésence et la toute puissance de l'Etat peuvent non seulement freiner le développement de la société civile, mais même la faire régresser en raison du pouvoir que confère la rente à ce dernier de neutraliser les oppositions et de susciter des groupes de pressions à lui favorables. (A. Sid Ahmed, *op. cit.*, p. 39, 1987).

(22) Les travaux sur tous ces points sont nombreux, citons cependant :

R. Mabro : « Oil revenues and the cost of social and economic development » in *energy in the Arab World*. vol. 1, AFESD : OAPEC, 1980.

S. Lanfranco : « Mexican oil, export led development and agricultural neglect » in *journal of economic development*, vol. 6, n° 1 juillet 1981, p. 125-151.

Katouzian A. M. : « Oil versus agriculture : a case study of dual resource depletion in Iran ». *The journal of peasant studies*, vol. 5, n° 3, avril 1978.

H. J. Bruton : *Economic development with unlimited supplies of foreign exchange*. Williams College Mass., R. M., 83, juillet 1981.

J. Amuzegar : « Oil wealth a very mixed blessing » *foreign affairs* printemps 1982, p. 814-835.

A. T. Ojo : « Oil wealth illusion and problems for economic and financial management in Nigeria ». *OPEC Review*, été 1982, vol. VI, n° 2, p. 211-227.

A. Sid Ahmed : « Oil and development : the experience of the petroleum producing countries of the third world ». *Savings and development*, n° 3, 1985-XI, p. 325-357.

A. Sid Ahmed : « Monnaie, prix, change et développement : le cas des économies exportatrices de pétrole du Tiers-Monde ». *Mondes en développement*, t. 14, n° 56, 1987, p. 1-44.

M. Chatelus : « Revenus pétroliers et développement : leçons de l'expérience du Monde Arabe ». *Revue Tiers-Monde*, t. XXVII, n° 107, juillet 1986, p. 659-669.

M. Abdelfadil : « The oil rentier states the macro behavior », in Luciani (ed.) *Nation, State, integration in the Arab World*, Croom Helm, 1986.

The Kian Wie : *The effects of the oil booms on Indonesian agriculture and manufacturing* miméoo Jakarta juillet 1986.

(23) M. M. Metwally et H. V. Tamaschke : « Oil exports and economic growth in the Middle east ». *Kyklos*, vol. 33, 1980, fasc. 3, 1980, p. 499-523.

(24) Pour plus de détails, voir notre communication au colloque ORS-TOM déjà citée (première partie).

(25) J.-P. Entelis souligne à propos de l'Arabie Saoudite que ni les valeurs sociales, ni les structures économiques n'y ont été créées pour favoriser le développement d'un esprit de compétition ou d'un éthos démocratique qui auraient pu l'un ou l'autre rendre possible une société ouverte.

« Oil wealth and the prospects for democratization in the Arabian Peninsula : the case of Saudi Arabian » in N. A. Sherbiny (eds.), *Arab oil : impact on the Arab countries and Global implication*, 1976, p. 107.

(26) Ainsi le rôle du patronage en tant que forme de pouvoir dans le Monde Arabe et ses rapports avec la modernisation a-t-il été autre : mis en lumière par J. Leca et Y. Semeil : « Clientélisme et patrimonialisme dans le Monde Arabe », *International political science review*, vol. 4, n° 4, 1983, p. 455-494.

(27) Voir entre autre sur ce point :

J. Levin : *The export economies : their pattern of development in historical perspective*. Cambridge, Harvard University press, 1960.

M. H. Watkins : « A staple theory of economic growth ». *Canadian journal*

of economics and political sciences : XXIX, mai 1963, p. 141-158. « The staple theory revisited », *Journal of Canadian Studies*, 1977.

(28) R. Weisskoff et E. Wolff : « Linkages and leakages : industrial tracking in an enclave economy ». *Economic development and cultural change*, vol. 25, n° 4, juillet 1977, p. 607-629.

(29) Pour plus de détails voir notre article : « Pétrochimie et raffinage : un nouveau modèle de division internationale du travail entre le nord et le sud ». *Revue Tiers-Monde* : t. XXVII, n° 107, juillet-septembre 1986, p. 669-687, et l'ouvrage de F. Fesharaki et D. Isaak : *OPEC the Gulf and the world petroleum market : a study in government policy and downstream operations*. Westview, 1983.

(30) Question débattue par M. Roemer : *Dutch disease in developing countries : swallowing bitter medicine*, Mimès 1986, Havard. Pour une analyse systématique des problèmes théoriques posés par la protection du secteur productif dans une économie pétrolière voir W. M. Corden P.G. Warr : « The petroleum boom and the exchange rate policy in Indonesia ». *E.K.I.*, vol. XXIX, n° 3, septembre 1981, p. 335 à 359, Djakarta.

(31) M. Roemer, *op. cit.*, 1986 p. 246.

(32) W.M. Corden et J.P. Neary, *op. cit.*, 1982, p. 32.

(33) Le taux de change apprécié est maintenu pour le secteur exploitateur mais un taux de change dévalué est instauré pour les autres biens commercialisés.

(34) Pour plus de détail, voir Roemer, 1986, p. 249-250.

(35) Très souvent l'aristocratie ouvrière puissante dans le secteur exportateur fait obstacle à la mise en œuvre de ce type de politique.

(36) Ce point a été récemment mis en évidence par : Van Wijnbergen: *Optimal capital and the allocation of investment between traded and non traded sectors in oil producing countries*, Banque Mondiale, 1982.

C. original (Don) FA

INSTITUT DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES  
SUR LE MONDE ARABE ET MUSULMAN

Sociétés arabes et musulmanes

4

**LES MIGRATIONS  
DANS LE MONDE  
ARABE**

Don - 3 -

*sous la direction de*  
*Gilbert BEAUGE et Friedmann BUTTNER*

30 DEC. 1993

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° :

38700 ex 1

Cote :

B

EDITIONS DU CENTRE NATIONAL  
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
15, quai Anatole France - 75700 PARIS  
1991